

Formation professionnelle et Renforcement de Capacités pour l'Emploi (FORCE)



Salle de formation pratique des électriciens bâtiment :
Liweitari, Natitingou © DDC Benin

Programme

Durée : 2019 – 2032

Budget : CHF 26'300'000 soit env. 15 milliards FCFA

Phase actuelle

La première phase du programme pour la période 2021-2024 est en cours d'élaboration

Partenaires/Acteurs

Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle / Faïtières patronales/ Centres de formation publics et privés

Zone d'intervention

Nationale

Objectif

FORCE contribuera au développement économique du Bénin en permettant l'insertion des jeunes dans l'économie nationale, par des formations à des métiers sélectionnés à fort potentiel d'employabilité et d'insertion (« métiers porteurs », qui tiennent compte des besoins du secteur privé (entreprises).

Le développement des compétences techniques et professionnelles des jeunes et leur employabilité constituent un enjeu crucial pour le développement du Bénin et sa stabilité.

En dépit d'une croissance économique stable, le Bénin ne parvient pas à répondre efficacement à la demande en éducation et formation de la jeunesse générée par une forte croissance démographique. Dans ce contexte, la formation, l'employabilité et l'insertion de la jeunesse dans le tissu économique du pays est un enjeu capital.

Fort de son expertise reconnue, la Suisse soutient la mise en place d'un système de formation professionnelle duale, diversifié et de qualité.

Le Programme de Formation professionnelle et Renforcement de Capacités pour l'Emploi (FORCE) accompagne les faïtières patronales à s'investir concrètement dans la formation professionnelle et à progressivement piloter le système de formation professionnelle conjointement avec l'Etat. Une offre de formation qui réponde et prenne dûment compte des besoins de l'économie et des entreprises sera ainsi développé, et le système de formation amélioré.

Dans le cadre du Programme, les réformes décidées par la stratégie nationale de formation professionnelle et du Plan Sectoriel de l'Education (PSE) seront par ailleurs mises en œuvre grâce à un dialogue politique coordonné des bailleurs de fonds et des faïtières patronales.

